

Renforcer l'impact des transferts de fonds et du financement provenant de la diaspora en Afrique : quel est le rôle de la coopération internationale ?

PRÉPARÉ PAR

LIWAADDINE FLISS, ADMINISTRATEUR DE PROGRAMMES,
BUREAU DU CONSEILLER SPÉCIAL DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (UNOSAA)

SEPTEMBRE 2022

cover photo by www.motio.com



© 2022 Nations Unies

Ce travail est disponible en accès libre en respectant la licence Creative Commons créée pour les organisations intergouvernementales, accessible à l'adresse suivante :
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/>

Les éditeurs doivent supprimer l'emblème des Nations Unies de leur publication et créer une nouvelle couverture. Les éditeurs doivent envoyer le fichier de leur publication par email à publications@un.org.

Ce document de politique générale a été préparé par Liwaaddine Fliss, chargé de la gestion de programmes, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique.

Les photocopies et reproductions d'extraits sont autorisées à condition d'être dûment créditées.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site www.un.org/osaa ou contacter osaa@un.org

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue des Nations Unies, de ses responsables ou des États membres.

Publication des Nations Unies émise par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique.

Crédit photos : couverture – remittances-orange |
Feel free to use this illustration on y... | Flickr par Monito, monito.com

Table des Matières

I.	INTRODUCTION	3
II.	FLUX DE TRANSFERTS DE FONDS VERS L'AFRIQUE	5
III.	FACTEURS DÉTERMINANTS POUR RÉDUIRE LE COÛT DES TRANSFERTS DE FONDS VERS L'AFRIQUE.....	8
	3.1 Coût des transferts de fonds	8
	3.2 Facteurs influençant les coûts et les flux des transferts de fonds	9
IV.	EXPLOITER LES TRANSFERTS DE FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS.....	12
V.	FINANCEMENT PROVENANT DE LA DIASPORA : COMBLER LE FOSSÉ ENTRE ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT	17
VI.	RÔLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	20
VII.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES.....	23
	RÉFÉRENCES	25

1 Introduction



Transfert d'argent via les services bancaires mobiles sur l'application mobile

Les pays africains ont fait d'énormes efforts pour mobiliser les ressources nécessaires au développement de leur économie et soutenir les aspirations de leur peuple, comme le montrent l'agenda 2063 de l'Union africaine et l'agenda 2030 des Nations Unies et ses objectifs de développement durable (ODD). Cependant, leurs performances dans la mise en œuvre de ces objectifs sont faibles et leur capacité à fournir des ressources à grande échelle pour l'investissement dans les secteurs sociaux et productifs a été limitée. Le programme de développement de l'Afrique est déjà financé dans une large mesure par ses propres ressources, qui soutient le nouveau récit de l'Afrique aux commandes de son propre développement, sans minimiser le rôle catalyseur du financement extérieur. Les flux externes, principalement

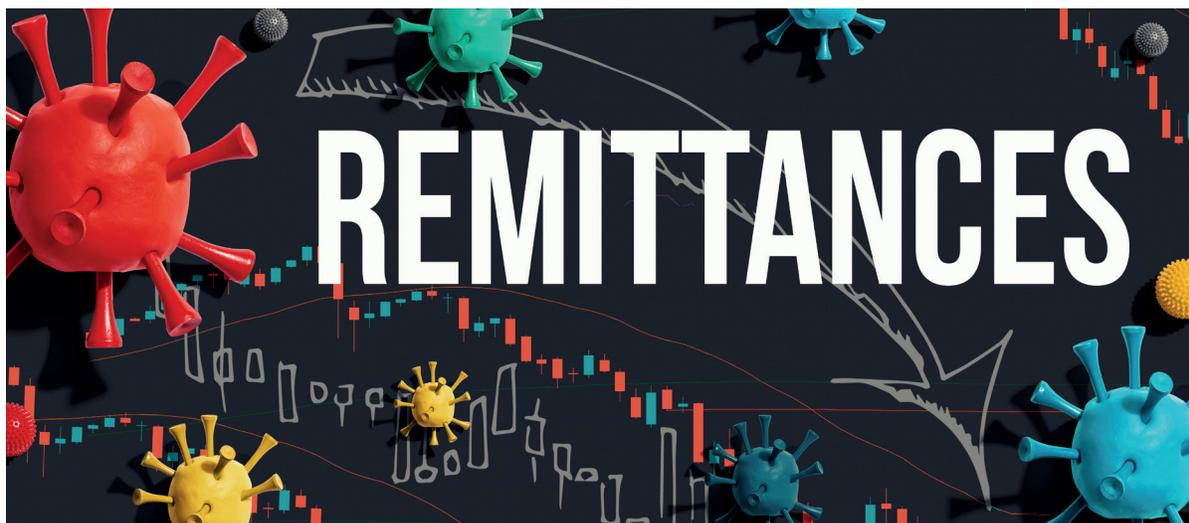
l'aide publique au développement (APD), les investissements directs étrangers (IDE) et les transferts de fonds, sont importants et nécessaires pour combler l'important déficit de financement. Les transferts de fonds, qui sont des transferts effectués par les migrants vers leur pays d'origine, occupent une position stratégique dans les pays africains, en raison de leur nature et de l'augmentation de leur volume au cours des dernières décennies. En réalité, les transferts de fonds se sont avérés être anticycliques et plus résilients que d'autres sources de financement, en particulier pendant les ralentissements économiques et les crises. Cela a été démontré pendant la pandémie de COVID-19, où ils ont continué à soutenir les besoins de base des familles qui ont souffert de la perte de leurs revenus, en

raison des restrictions de mouvement mises en place par les autorités sanitaires. Pour attirer massivement les transferts de fonds et exploiter leur impact sur le développement de l'économie et de la population, les pays africains doivent accorder une attention particulière à l'adoption de politiques et de réglementations appropriées et utiliser la coopération internationale pour créer des partenariats afin de soutenir leurs efforts. La communauté internationale a reconnu l'importance de ces sources et leur capacité à contribuer à la réalisation des ODD. En réalité, l'ODD 10, relatif à la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, fait référence, dans le cadre de l'objectif 10.c, à la nécessité de réduire les coûts de transaction des transferts de fonds des migrants à moins de 3 % et d'éliminer les filières de transferts de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %, d'ici 2030. Cependant, le coût de l'envoi d'argent en Afrique reste le plus élevé parmi les autres régions et est supérieur à l'objectif des ODD.

Bien que les transferts de fonds soient devenus une source importante de financement du développement de l'Afrique (presque le double du volume des IDE), ils restent des sources relativement inexploitées. La réduction des coûts d'envoi est fondamentale pour augmenter leurs flux et maximiser leur impact sur le développement. Le financement provenant de la diaspora, s'il est correctement mobilisé, pourrait créer des opportunités d'emploi et avoir un impact générateur de croissance. La communauté internationale a la responsabilité de faciliter la mise en place des conditions nécessaires pour attirer davantage les transferts de fonds et le financement provenant de la diaspora, et exploiter leurs capacités de financement transformatif.

Ce document de politique générale examine les possibilités offertes pour attirer davantage les transferts de fonds et le financement provenant de la diaspora pour le développement de l'Afrique, en soulignant le rôle essentiel de la coopération internationale pour soutenir les efforts des pays africains dans ce domaine. Dans la section 2, il analyse les flux de transferts de fonds vers l'Afrique, et dans la section 3, il examine les facteurs qui influencent ces transferts, tels que le coût des transferts, la concurrence, l'inclusion financière et l'accès à l'information. La section 4 analyse les relations et l'impact des transferts de fonds sur le développement, en particulier sur l'inégalité et la réduction de la pauvreté. La section 5 présente les opportunités offertes par le financement provenant de la diaspora pour combler le fossé entre épargne et investissement. La section 6 examine le rôle de la coopération internationale dans le soutien des efforts des pays pour réduire le coût des transferts de fonds et promouvoir le rôle de la diaspora africaine dans la contribution au développement de leur pays d'origine. Enfin, il propose une série de recommandations politiques pour tirer parti de l'impact transformateur des transferts de fonds et du financement de la diaspora pour le développement des économies africaines.

2 Flux de transferts de fonds vers l'Afrique



Theme de transfert de fonds
Par Tierney

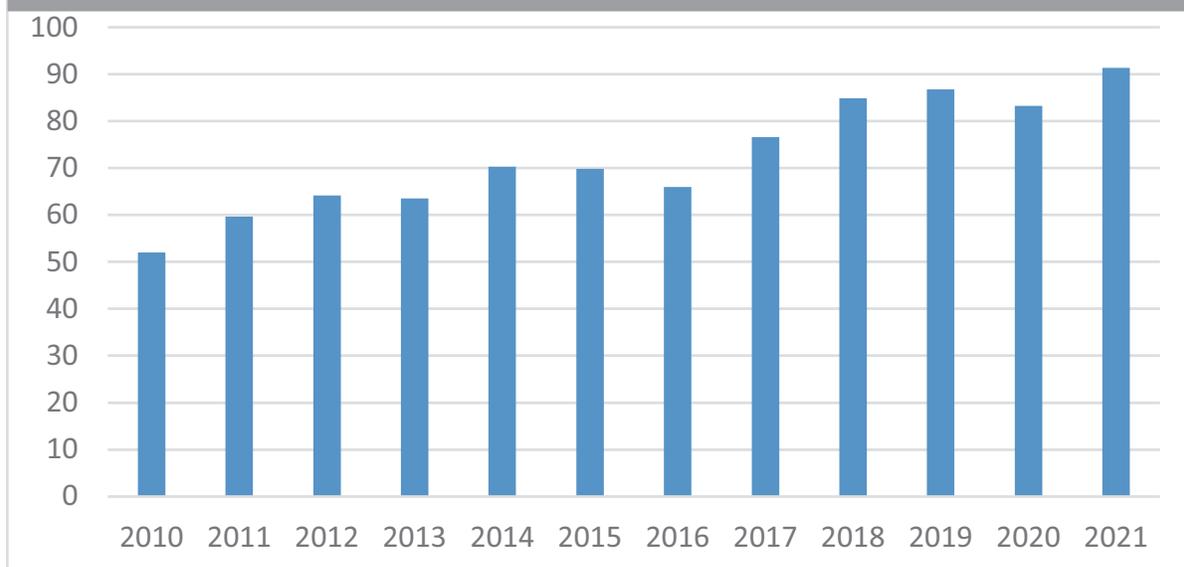
Les transferts de fonds sont devenus la principale source de financement externe du développement de l'Afrique, passant de 67 milliards de dollars en 2016 à 87 milliards de dollars en 2019. En 2020, ils ont diminué de 4 % en raison de la pandémie de COVID-19 et devraient se redresser en 2021 pour croître à nouveau de 9 % et atteindre un montant estimé à 91 milliards de dollars (figure 1). Les transferts de fonds se sont avérés plus résistants que d'autres ressources extérieures, telles que les IDE, et ont tendance à être anticycliques en cas de ralentissement économique, de pandémies et de catastrophes naturelles, et pourraient servir de facteur de stabilisation. En 2022, les transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient augmenter de 7,1 %, principalement en raison de l'augmentation de l'utilisation des voies de transfert officielles au Nigeria, suite aux mesures gouvernementales mises en place pour attirer davantage de transferts de fonds, et du

soutien continu des migrants à leur famille dans leur pays d'origine, en raison des prix élevés des aliments de base (Banque mondiale 2021b). Étant donné que les données susmentionnées ne concernent que les fonds envoyés par voies officielles, on estime que, si les fonds non officiels et les transferts en nature étaient pris en compte, les transferts annuels vers l'Afrique pourraient atteindre 200 milliards de dollars (Dilip 2020). Plus de la moitié des transactions de transferts de fonds sont effectuées par des voies non officielles, ce qui met en évidence les obstacles et les limites de ces filières pour un service sûr et rapide des consommateurs, notamment celles des régions éloignées.

Dans la plupart des régions, les transferts de fonds ont enregistré une forte croissance en 2021, après une baisse en 2020, en raison de la poussée de COVID-19. L'Amérique latine et

FIGURE 1 :
TRANSFERTS DE FONDS VERS L'AFRIQUE, 2010 À 2021

Milliards de dollars



Source : Banque mondiale – KNOMAD (consulté le 20 mars 2022)

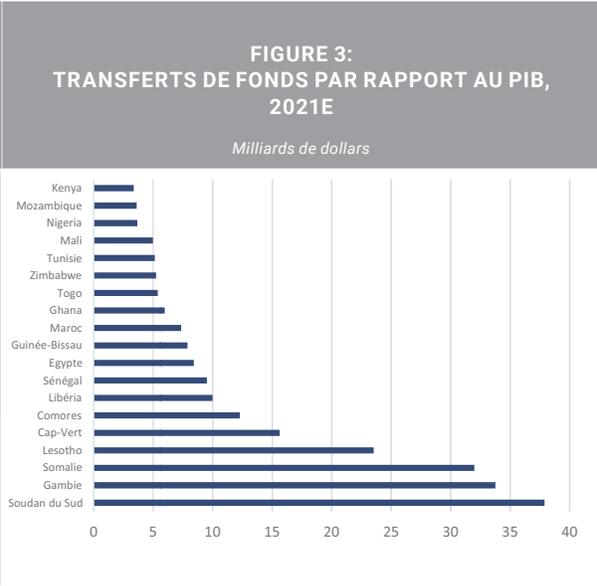
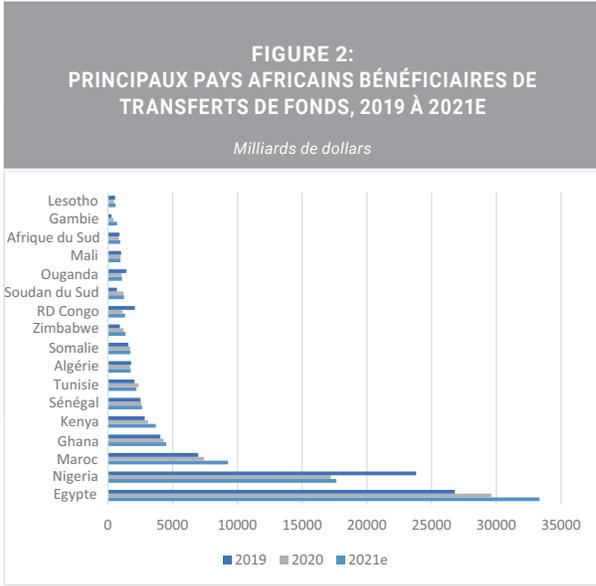
les Caraïbes (ALC) ont enregistré un taux de croissance de 21,6 %, suivi de 8 % en Asie du Sud et de 5,3 % en Europe et en Asie centrale.

Au niveau des pays, l'Égypte figure parmi les cinq premiers bénéficiaires des transferts de fonds dans le monde et représente, avec le Nigeria et le Maroc, 65 % du total des transferts de fonds reçus en Afrique en 2021 (figure 2). Les économies du Sud-Soudan, de la Gambie et de la Somalie sont les plus dépendantes des transferts de fonds, avec une moyenne de près de 35 % de leur PIB (figure 3). Ces pays et leurs habitants sont dépendants de ces ressources, qui jouent un rôle important dans le soutien des besoins fondamentaux des personnes vulnérables, notamment en matière d'alimentation, de logement, d'éducation et de santé.

Au cours des 20 dernières années, les flux de transferts de fonds vers l'Afrique du Nord ont plus que doublé, principalement en raison

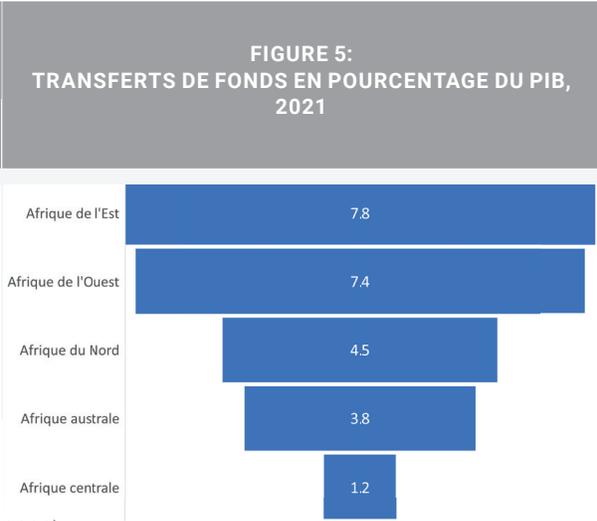
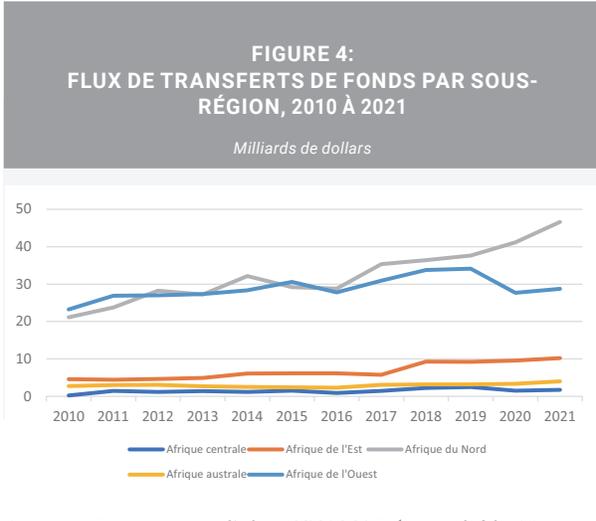
de l'augmentation du nombre de migrants en provenance d'Égypte et du Maroc. Les sous-régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est ont enregistré une augmentation substantielle des transferts de fonds reçus, alors que le reste des sous-régions n'a pas connu une croissance similaire (figure 4).

La sous-région de l'Afrique du Nord a reçu la plus grande part des transferts de fonds (51 %), suivie par l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est (32 %). Cependant, en termes de part des transferts de fonds en pourcentage du PIB, les transferts de fonds reçus par les pays d'Afrique de l'Est se sont élevés à 7,8 %, suivis par l'Afrique de l'Ouest (7,4 %) et l'Afrique du Nord (4,5 %) (Figure 5). Cela souligne l'importance de ces sources dans l'économie des pays et des sous-régions, et donc la nécessité de veiller à ce que ces sources soient exploitées.



Source : Banque mondiale – KNOMAD (consulté le 20 mars 2022)

e: estimation des transferts de fonds



Source : Banque mondiale – KNOMAD (consulté le 20 mars 2022)

3 Facteurs déterminants pour réduire le coût des transferts de fonds vers l'Afrique



Transfert d'argent en ligne
Par Julst

3.1 Coût des transferts de fonds

Malgré le flux croissant des transferts de fonds, le coût de l'envoi d'argent vers l'Afrique reste le plus élevé au monde, avec une moyenne de 7,9 % au cours des trois premiers trimestres de 2021, bien au-dessus de l'objectif de 3 % fixé par les ODD (figure 6). Ce coût est également plus élevé par rapport à la moyenne mondiale de 6,4 %, ainsi que par rapport au reste des régions, comme l'ALC (5,5 %) et l'Asie de l'Est et le Pacifique (6,7 %).¹

La destination la plus chère pour envoyer des fonds est l'Angola, avec un coût de transfert de plus de 20 %, suivi du Botswana (19,9 %) et de la Namibie (19,7 %), tandis que le pays le moins cher est le Cameroun avec 3,9 % (figure 7). L'analyse du coût des transferts de fonds par corridor révèle des résultats intéressants. Tout d'abord, le coût des transferts de fonds entre les pays africains est extrêmement élevé, avec une moyenne de 13 %. Par exemple, l'utilisation de certains corridors, comme celui de la Tanzanie vers l'Ouganda, peut coûter

¹ Base de données KNOMAD de la Banque mondiale

FIGURE 6:
COÛT DE L'ENVOI D'ARGENT EN AFRIQUE (%)
2020 À 2021 PAR TRIMESTRE

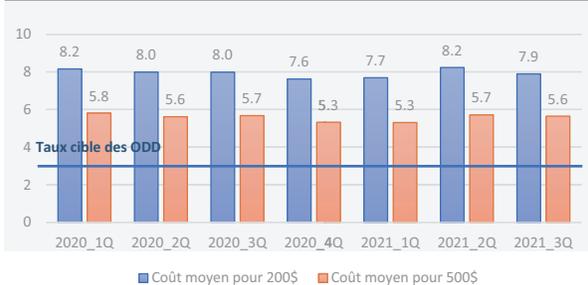
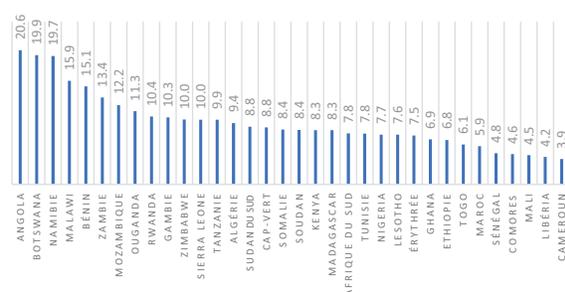


FIGURE 7:
COÛT MOYEN D'ENVOI DE 200 \$ (%)
2020



Source : Banque mondiale – KNOMAD (consulté le 20 mars 2022)

plus de 23 % pour l'envoi de 200 dollars, alors que de l'Afrique du Sud vers l'Angola et le Botswana, le coût moyen est d'environ 20 %. Cela pourrait être dû à la faible concurrence dans ces corridors ou à l'absence d'une masse critique de migrants, mais aussi à l'existence de canaux de transfert informels que les clients préfèrent utiliser. Les corridors les moins chers étaient la Côte d'Ivoire vers le Mali et le Sénégal vers le Mali, avec des coûts totaux de 2,8 % et 3,4 % respectivement. Deuxièmement, le coût des transferts de fonds depuis l'extérieur de l'Afrique était en moyenne d'environ 7,2 % en 2021, ce qui est beaucoup moins cher que d'envoyer de l'argent d'un pays africain à un autre. Cependant, il s'agit toujours d'une charge élevée, que les migrants et leurs familles dans leur pays d'origine continuent de supporter.

3.2 Facteurs influençant les coûts et les flux des transferts de fonds

Plusieurs facteurs peuvent avoir un impact sur le coût de l'envoi d'argent, notamment le degré de concurrence dans le corridor des transferts de fonds, la disponibilité d'informations pour l'expéditeur sur les

différentes options de service de coût, le nombre de migrants, la stabilité du taux de change dans le pays destinataire, le développement financier tant dans le pays destinataire que dans le pays expéditeur et le choix de l'instrument de transfert (espèces, banque ou mobile) et du canal (formel ou informel).

En ce qui concerne la relation entre le coût et le volume des transferts de fonds, Ahmed et al. (2021) ont démontré qu'une diminution de 1 % du coût d'envoi de 200 dollars entraîne une augmentation d'environ 1,6 % des transferts de fonds, quels que soient les modèles utilisés et les techniques employées. Ils ont également constaté que si le coût des transferts de fonds est ramené au taux cible des ODD de 3 %, cela permettrait de presque doubler le volume des transferts de fonds envoyés vers les pays en développement par voies officielles. En outre, ils ont souligné que les frais de transfert de fonds sont principalement déterminés par des facteurs clés tels que le nombre de migrants, la stabilité du taux de change dans le pays destinataire et le développement financier dans les pays destinataires et expéditeurs. Eric (2015) constate qu'un secteur financier plus développé en Afrique subsaharienne améliore les transferts de fonds ainsi que leur efficacité et leur impact.



Réduction des coûts.
Par Siberian Art

Les conclusions de Oya et Harish (2021) indiquent l'existence de relations statistiques significatives entre le coût des transferts de fonds et le degré de concurrence dans le corridor des transferts de fonds. Ils ont établi qu'un environnement financier favorable dans le pays d'origine et l'existence d'opérateurs de transfert d'argent numérique sont également des facteurs clés. De même, Beck et Martínez Pería (2009) ont conclu que le niveau de concurrence et la taille de la population migrante sont des facteurs essentiels pour réduire le coût des transferts de fonds dans les corridors. Cecchetti et Schoenholtz (2018) ont identifié l'éducation et la concurrence comme les deux principaux mécanismes de réduction des coûts de transfert de fonds et ont fait valoir que des informations opportunes pourraient aider les clients à choisir l'option la moins chère pour envoyer leur argent.

Le Smart Remitter Target (SmaRT)² de la Banque mondiale fournit un élément d'information important sur les facteurs influençant le coût des transferts de fonds. Par exemple, au deuxième trimestre 2021, la moyenne mondiale du SmaRT était de 3,97 %, contre 6,3 % pour la moyenne mondiale. Ce constat implique que le fait d'informer les migrants sur le coût des services offerts pourrait réduire le coût moyen de plus de 2 points de pourcentage, d'où le rôle crucial à garantir une information opportune et transparente sur les tarifs du marché (Banque mondiale, 2021a).

En outre, l'instrument de transfert a un impact substantiel sur le coût des transferts de fonds. En effet, les transferts en espèces et les transferts bancaires coûtent en moyenne 9,5 %, soit beaucoup plus que le coût moyen

² Mis en place au deuxième trimestre 2016, l'indicateur SmaRT reflète le coût qu'un consommateur informé et conscient des services disponibles les moins chers pourrait payer pour transférer des fonds dans chaque corridor.



Inclusion financière
Par momius

de 6,4 % de l'argent mobile (GSMA, 2021). On peut en déduire qu'en encourageant l'utilisation de la technologie mobile dans le transfert d'argent et en élargissant l'inclusion financière, il serait possible de contribuer à la réduction des coûts des transferts de fonds. En fait, les transferts de fonds par mobile à l'échelle mondiale ont augmenté de 65 %, atteignant 1,2 milliard de dollars en 2020, ce qui confirme que la numérisation pourrait être un catalyseur des flux de transferts de fonds (ibid.).

Le choix des expéditeurs d'utiliser des moyens de transfert officiels / réglementés ou informels / non réglementés dépend aussi fortement du coût de l'envoi des fonds (Banque mondiale,

2020). Les canaux réglementés, tels que les banques et les institutions non bancaires, les opérateurs de transfert d'argent, les coopératives de crédit, les coopératives et les bureaux de poste, sont généralement les canaux les plus chers et les plus compliqués, par rapport aux canaux non réglementés (Banque mondiale, 2020). Par conséquent, la réduction des coûts pourrait encourager davantage de transferts de fonds, notamment en utilisant les canaux formels, ce qui permettrait aux destinataires de bénéficier de services financiers tels que l'épargne et l'accès au crédit, facilitant ainsi l'accumulation de capital et favorisant l'investissement.



Concept de la transaction d'argent en ligne
Par doyata

environnement financier et commercial propice, les familles pourraient réinvestir leur épargne dans l'économie, ce qui leur permettrait d'augmenter leurs revenus, de créer des emplois et de devenir des moteurs de changement et de développement. Eric (2015) a démontré que les transferts de fonds ont un effet direct sur la réduction des inégalités de revenus s'ils sont combinés à un secteur financier efficace qui peut améliorer l'efficacité des transferts de fonds en Afrique subsaharienne.

Les transferts de fonds sont également envoyés collectivement par l'intermédiaire de groupes, réseaux, organisations et associations organisés par la diaspora (associations des villes natales [HTA]³, associations professionnelles, non gouvernementales, ethniques, d'anciens élèves, religieuses, culturelles, etc.) (Plaza et Dilip 2011). Alors que les fonds communs pourraient être canalisés vers des investissements dans des projets productifs spécifiques dans le pays

d'origine, ces organisations font face à des défis de taille, notamment un manque de renforcement des capacités, de soutien technique, d'accès aux services financiers, de développement des compétences commerciales, ainsi qu'une insuffisance de cadres institutionnels favorables. Dans le même temps, il y a une lacune dans la recherche sur l'effet potentiel des transferts de fonds collectifs sur le développement, notamment sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans leur pays d'origine (Daivi 2015).

Toutefois, les effets des transferts de fonds sur la croissance économique sont mitigés. Bien que l'impact positif direct des transferts de fonds sur l'amélioration des conditions d'éducation et de santé, ainsi que sur l'augmentation des investissements, soit reconnu, l'effet sur la croissance n'a toujours pas été démontré de façon empirique. Cela pourrait s'expliquer par la nature anticyclique des transferts de fonds et

³ Les HTA ne désignent pas toujours une ville ; elles peuvent également désigner un district, une région ou même un pays. Mercer et al. (2009)

leur effet à long terme sur le capital. Toutefois, la Banque mondiale (2020) reconnaît le rôle crucial joué par les transferts de fonds dans la réduction de la pauvreté et la promotion de la croissance économique en Afrique, en particulier au cours des dernières années, lorsque le continent a connu des taux de croissance plus faibles. Néanmoins, la dépendance croissante des populations à l'égard des transferts de fonds comme source de revenus risque de faire stagner la croissance économique. Kunofiwa (2018) a constaté que, dans le cas de certains marchés émergents, les transferts de fonds réduisent la pauvreté, alors que la dépendance excessive à l'égard de ceux-ci pourrait freiner la croissance et, dans certains cas, pourrait même entraîner une augmentation des niveaux de pauvreté. À court terme, il est bien connu que les transferts de fonds réduisent les inégalités, mais à long terme et en l'absence d'incitations et de politiques adéquates, ils pourraient être une source de subsistance pour les individus vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté au lieu de les élever et de soutenir leur épanouissement.

Outre le problème des coûts élevés, l'impact transformateur des transferts de fonds est entravé par l'absence de services financiers appropriés et le manque d'inclusion financière. Une grande partie des destinataires des transferts de fonds n'ont pas accès aux banques, ou autres services financiers, d'où leur dépendance vis-à-vis des canaux non officiels. En réalité, 45 % de la population africaine est exclue financièrement.⁴ En utilisant un échantillon de 187 pays sur la période 2004 à 2015, Sami et al. (2020) ont examiné la relation entre les transferts de fonds et l'inclusion financière et ont démontré que lorsque le ratio des transferts de fonds/PIB est supérieur à une moyenne de 13 %, les transferts de fonds ont tendance à transiter davantage par des institutions financières officielles, ce qui renforce l'inclusion financière et l'investissement. En revanche, si les niveaux de transferts de fonds sont inférieurs

à cette moyenne par rapport au PIB, les flux de transferts de fonds ont un impact négatif sur l'inclusion financière, puisque les montants reçus sont en général faibles et utilisés à des fins de consommation et pour couvrir les dépenses urgentes, ne laissant presque rien à épargner.

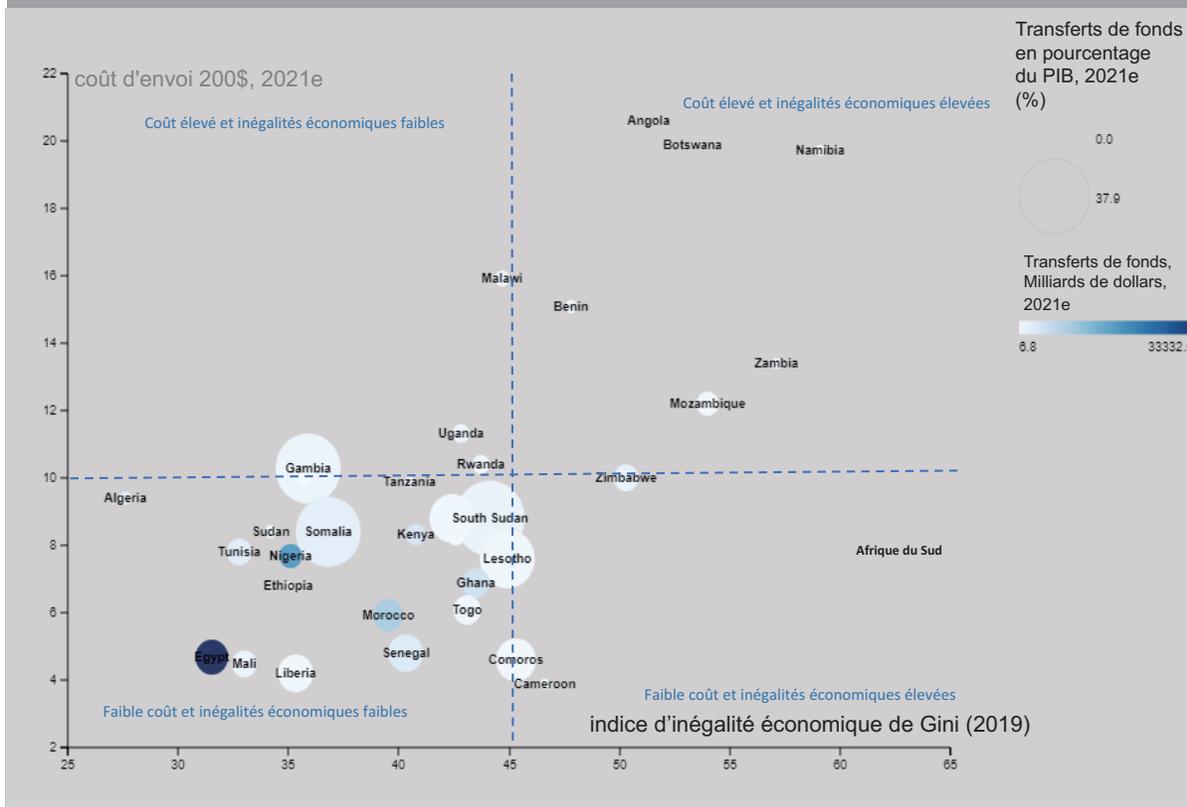
En outre, il a été établi qu'une corrélation directe existe entre l'exclusion financière et la pauvreté (FIDA et BM, 2015), d'où la nécessité d'améliorer l'accès aux services financiers, afin que les transferts de fonds puissent être davantage épargnés, prêtés et réinvestis dans l'économie. Ce faisant, il est crucial de comprendre les facteurs qui influencent le comportement et les décisions des personnes impliquées dans les transferts de fonds, afin de pouvoir proposer des actions politiques appropriées. À cet égard, la Banque mondiale a lancé l'initiative Greenback, qui vise à augmenter l'efficacité des marchés de transferts de fonds par une approche axée sur le client. Par exemple, les principales conclusions de l'initiative, mise en œuvre au Maroc, révèlent le rôle essentiel de l'éducation financière et de l'information sur les options de transfert, afin d'améliorer l'inclusion financière de la population par l'intermédiaire des transferts de fonds.⁵ De même, le gouvernement mexicain offre des programmes d'éducation financière dans ses consulats aux ressortissants mexicains résidant aux États-Unis, en vue de favoriser leur inclusion sociale et financière, de réduire le coût des transferts de fonds et de faciliter l'acheminement des transferts vers des projets stratégiques de développement national. Il s'agit là de pratiques exemplaires qui pourraient être imitées par d'autres pays africains.

Les gouvernements doivent faciliter et favoriser l'acheminement des transferts de fonds par l'intermédiaire d'institutions financières formelles, et permettre aux expéditeurs de cibler l'usage final de leurs versements. Le développement d'un écosystème autour des produits liés aux transferts de fonds (notamment les primes

⁴ <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex/Data>

⁵ Bénéficiaires des transferts de fonds : Résultats de l'initiative Greenback au Maroc (worldbank.org)

FIGURE 8 : CORRÉLATION ENTRE LE COÛT D'ENVOI, L'INÉGALITÉ DES REVENUS ET LE FLUX DES TRANSFERTS DE FONDS EN AFRIQUE



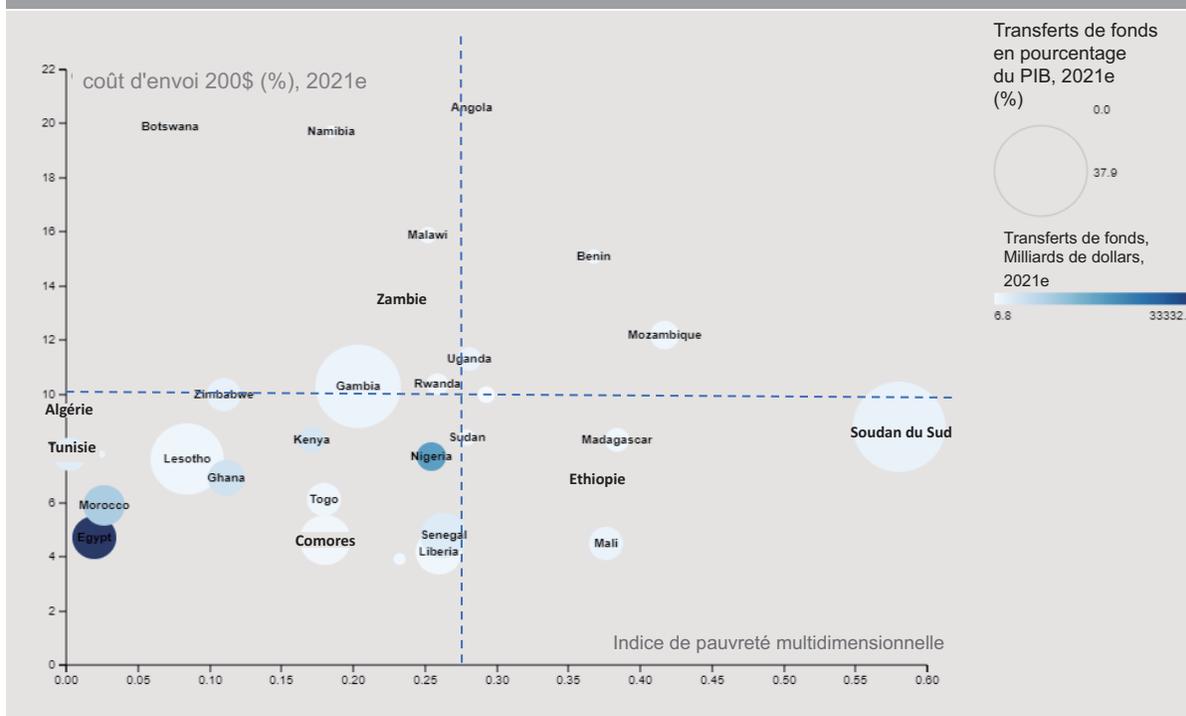
Source : Illustration de l'auteur basée sur la Banque mondiale, indice d'inégalité économique de Gini (consulté le 20 avril 2022) et KNOMAD – Banque mondiale (consulté le 20 avril 2022)

d'assurance et les bourses d'études) et la diversification de l'offre pourraient augmenter le flux, renforcer l'impact des transferts de fonds, augmenter l'efficacité et encourager l'épargne et l'accumulation de capital. Par exemple, en adoptant des politiques et des incitatifs de qualité en matière d'éducation financière et à de diffusion d'informations, le Maroc a réussi à faciliter le flux de 10 % des transferts de fonds qu'il a reçus en 2021 vers des investissements, principalement dans l'immobilier et d'autres secteurs productifs⁶. Cela a contribué à créer des emplois et à stimuler l'activité économique.

En utilisant les données de la Banque mondiale sur les transferts de fonds et l'inégalité économique, l'analyse montre qu'il existe une relation négative entre le coût des transferts et le volume des transferts reçus. En effet, des coûts de transfert plus faibles sont associés à des flux de transferts de fonds plus élevés et vice-versa, ce qui confirme le rôle important du coût de transfert comme facteur majeur pour les transferts de fonds. En outre, il a été établi qu'il existe une corrélation positive entre le coût des transferts et l'indice d'inégalité des revenus de Gini. Là où les coûts de transaction sont élevés, l'inégalité des revenus s'est aussi révélée élevée. Les pays qui reçoivent des volumes importants de transferts de fonds et ceux

⁶ Les transferts de fonds vers le Maroc ont atteint 9,95 milliards de dollars en décembre 2021 (moroccoworldnews.com)

FIGURE 9 : CORRÉLATIONS ENTRE LE COÛT D'ENVOI, L'INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE ET LES FLUX DE TRANSFERTS DE FONDS EN AFRIQUE



Source : PNUD, indice de pauvreté multidimensionnelle (consulté le 20 avril 2022) et KNOMAD - Banque mondiale (consulté le 20 avril 2022)

qui dépendent de ces sources (en pourcentage du PIB) ont enregistré des niveaux d'inégalité plus faibles par rapport aux autres pays. L'analyse confirme les effets de péréquation des revenus des transferts de fonds et le rôle spécifique joué par le coût des transferts de fonds à cet effet (Figure 8). Cependant, en utilisant l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), aucune corrélation significative n'a été trouvée entre le coût des transferts de fonds et la réduction de la pauvreté en Afrique. L'analyse a révélé que la hausse des transferts de fonds reçus par les pays est associée à des taux de pauvreté moins élevés dans ces pays. Ceci porte à croire que la réduction de la pauvreté est influencée par de nombreuses variables économiques et sociales (figure 9).

En reconnaissant l'importance et l'impact des transferts de fonds sur le développement, il est nécessaire que tous les intervenants agissent sur les facteurs affectant les transferts de fonds, notamment le coût, la concurrence et l'accès à l'information, et qu'elles adoptent les politiques nécessaires pour renforcer leur impact sur le développement. En facilitant l'inclusion financière des bénéficiaires de transferts de fonds et en mettant en œuvre des politiques, une réglementation et des outils appropriés pour le marché des transferts de fonds, les gouvernements pourraient faire des transferts de fonds un outil de développement plutôt qu'un mécanisme de réduction de la pauvreté.

5 Financement provenant de la diaspora : combler le fossé entre épargne et investissement



Illustration vectorielle du transfert d'argent
Par Panuwat

La diaspora africaine, qui constitue 14 % des migrants dans le monde, est en pleine croissance et a doublé de taille, passant de 20,6 millions en 1990 à 40,5 millions en 2020.⁷ Most migrants originated from East Africa (31%), Northern Africa (28%) and Western Africa (26%).⁸ La plupart des migrants sont originaires d'Afrique de l'Est (31 %), d'Afrique du Nord (28 %) et d'Afrique de l'Ouest (26 %). La contribution de la diaspora africaine, reconnue par l'UA comme « la sixième région » au développement de l'Afrique doit être considérée au-delà de l'envoi de fonds. Sa contribution aux pays d'origine

peut prendre différentes formes, tant de nature financière (obligations, actions, commerce, etc.) que non financière (connaissances, plaidoyer, politique, etc., tourisme, commerce, etc.).

En réalité, les pays africains ne parviennent pas à mobiliser un financement de la diaspora à des niveaux significatifs et son potentiel reste largement inexploité. En effet, quelques pays africains⁹, dont la diaspora ne constitue que 20 % de la diaspora totale, ont réussi à émettre des obligations pour la diaspora et ils ont connu des expériences différentes. Par exemple,

⁷ UNDESA, base de données sur la population <https://www.un.org/development/desa/pd/content/international-migrant-stock>

⁸ UNDESA, International Migrant Stock 2020, Population Division (2020)

⁹ Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria et Rwanda

les obligations de première génération de la diaspora du Nigeria ont été un succès, tandis que d'autres, comme les obligations ciblées de la diaspora de l'Éthiopie, les obligations d'infrastructure du Kenya et l'obligation « Golden Jubilee Savings Bond » du Ghana, ont eu moins de chance. Avant de lancer de telles obligations, les gouvernements doivent gagner la confiance de leur diaspora. Le défaut d'y parvenir est l'une des principales raisons de cet échec. En outre, parce que la diaspora a une perception du risque plus faible pour son pays que les investisseurs étrangers, les pays ont généralement tendance à offrir des taux d'intérêt plus faibles sur les obligations de la diaspora que sur les autres obligations. Elles sont donc moins attrayantes pour les investisseurs extérieurs. Il en résulte une segmentation du marché, ce qui explique l'échec de ce type d'obligation qui cible exclusivement l'épargne de la diaspora. En revanche, l'élargissement de la gamme d'obligations pour les investisseurs potentiels, notamment la diaspora, s'est avéré plus fructueux.

Les pays peuvent exploiter cette source de financement en instaurant les bonnes stratégies et en adoptant des politiques appropriées. Le renforcement de la transparence et de la gouvernance du système de réglementation de ces obligations, associé à la présence d'institutions financières nationales dans les pays hôtes, permettrait aux pays africains de promouvoir davantage ces obligations et de les rendre plus attrayantes pour la diaspora. Toutefois, sur le plan économique, il est rationnel que ces institutions soient placées uniquement dans les pays accueillant la plus grande communauté de la diaspora, comme Maroc-Europe et Cap-Vert-Portugal (FIDA & Banque mondiale 2015). La coopération internationale pourrait jouer un rôle essentiel en favorisant

l'adoption de cadres réglementaires efficaces et transparents dans les pays d'origine et d'accueil, afin de faciliter la réduction du coût du transfert de fonds et de promouvoir l'inclusion et l'alphabétisation financières (Daivi 2015).

Pour être en mesure d'engager et de mobiliser correctement la diaspora, les pays doivent comprendre sa nature, ses motivations et ses besoins, tout en gardant le processus guidé par les priorités du pays. Il est essentiel de s'assurer de l'adhésion de la diaspora, d'où l'importance de disposer de canaux de dialogue permanents structurés autour de communautés organisées. En général, les gouvernements africains considèrent les transferts de fonds comme acquis, mais on pourrait faire beaucoup plus pour exploiter leur rôle transformateur. De nombreux gouvernements ont été proactifs pour tendre la main à leur diaspora, en organisant des sommets¹⁰ de retour au pays et en mettant en place des ministères avec des portefeuilles réservés aux affaires de la diaspora.¹¹ Mais cela ne suffit pas. Une bonne compréhension des motivations émotionnelles, financières et sociales de la diaspora est fondamentale pour guider les gouvernements dans la structuration de leurs offres, telles que les obligations, et pour attirer les investissements (Nielson et Riddle, 2009).

Étant donné que l'investissement dans l'immobilier est le plus gros investissement réalisé par les membres de la diaspora dans leur pays d'origine, faciliter l'accès au financement pour acquérir des propriétés résidentielles et d'investissement pourrait motiver et attirer la diaspora. En retour, cela pourrait générer des revenus supplémentaires, notamment grâce à l'impôt foncier, à condition que les politiques fiscales soient renforcées. Dans les économies avancées, le rendement moyen de l'impôt

¹⁰ Ghana et Sierra Leone

¹¹ Par exemple : Ghana, Mali, et Sénégal, Tunisie, Maroc

foncier est d'environ 2,2 % du PIB. Alors que le Royaume-Uni et les États-Unis génèrent près de 3 % du PIB, en Afrique, il n'est en moyenne que de 0,38 %.¹² Il est donc possible d'exploiter davantage l'impôt foncier en augmentant les taux d'imposition, en actualisant les valeurs foncières aux prix actuels du marché, sur la base d'approches simplifiées telles que les zones de propriété qui peuvent produire de bons résultats à des coûts administratifs moindres, en améliorant les cadastres et en augmentant leur capacité administrative. Néanmoins, étant donné que la valeur des propriétés reflète la qualité des services publics locaux, les gouvernements doivent garantir des dépenses efficaces, où les contribuables individuels peuvent voir les avantages d'un impôt spécialement réservé au financement des infrastructures et des services sociaux.

Le financement provenant de la diaspora pourrait jouer un rôle important en soutenant le développement du secteur privé et en encourageant l'esprit d'entreprise dans leur pays d'origine. En effet, on estime que 1 à 5 % des travailleurs migrants pourraient investir leurs économies dans leur pays d'origine. Les investissements de la diaspora pourraient avoir un impact positif sur les moyens de subsistance et les communautés locales, en offrant des emplois décents et en créant des opportunités par l'intermédiaire du crowdfunding et des fonds propres. S'il est mis à l'échelle, leur investissement pourrait

changer la donne, offrant des modèles commerciaux qui proposent des produits dans les pays d'origine et de destination.

On estime que l'épargne de la diaspora africaine représente environ 497 milliards de dollars par an. Par exemple, on estime que les actifs spécifiques à l'Afrique dans les seules banques s'élèvent à près de 140 milliards de dollars. Ces fonds pourraient être mobilisés pour soutenir des projets de développement dans leur pays d'origine, avec le potentiel de sortir des millions de personnes de la pauvreté. Cela n'est possible que si une gouvernance institutionnelle solide de ces instruments et mécanismes est mise en place, associée à des incitations et des garanties appropriées.

Alors que la mobilisation des transferts de fonds pourrait être réalisée à court terme, l'exploitation de l'épargne de la diaspora n'est possible qu'à moyen et long terme. Des facteurs tels que l'instabilité politique, économique et financière constituent des risques majeurs pour le financement provenant de la diaspora. Les transferts de fonds sont contracycliques et pourraient ne pas être affectés par les risques susmentionnés, mais la diaspora, comme les investisseurs étrangers, a besoin d'un environnement favorable et de structures de gouvernance pour investir ses économies durement gagnées dans le pays d'origine.

¹² FMI, Base de données longitudinale des revenus mondiaux (WoRLD)

6 Rôle de la coopération internationale



« Remittances ». Les gratte-ciels de Manhattan
Par Tierney

L'Agenda 2030, qui est le cadre de développement mondial, reconnaît le rôle transformateur crucial des transferts de fonds et leur impact potentiel sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD. En Afrique, ils sont particulièrement importants pour atteindre les ODD 1-6, 7, 8, 10, 12, 13 et 17 (Akanle et al., 2022). La communauté internationale s'est concentrée sur le respect de l'engagement pris dans le cadre de l'ODD 10 de réduire les coûts de transaction des transferts de fonds des migrants à moins de 3 %. La feuille de route du G20 pour l'amélioration des paiements transfrontaliers est l'initiative la plus récente de la communauté internationale.¹³ Son objectif est de garantir

des services de paiement transfrontaliers plus rapides, moins chers, plus transparents et plus inclusifs, y compris les transferts de fonds, tout en maintenant leur sécurité (G20, 2021). En réalité, des initiatives et des programmes éparés sont mis en œuvre par les institutions financières internationales et le système des Nations Unies, en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales et le monde universitaire. Néanmoins, la plupart des initiatives, à l'exception de la facilité de financement des transferts de fonds (voir encadré 1), sont concentrées sur la résolution du problème des coûts et, malgré tous leurs efforts, les coûts de transfert restent très élevés.

¹³ La feuille de route a été approuvée par les dirigeants du G20 lors de leur sommet de novembre 2020.

ENCADRÉ 1 : FACILITÉ DE FINANCEMENT DES TRANSFERTS DE FONDS (FFR) DU FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

Le FFR est une structure multidonateurs de 36 millions de dollars, administrée par le FIDA depuis 2006, dont l'objectif est d'accroître l'impact des transferts de fonds sur le développement et de permettre aux ménages ruraux pauvres de progresser sur la voie de l'indépendance financière. Le portefeuille du FFR comprend plus de 60 projets innovants dans plus de 40 pays en développement. Son travail est axé sur deux piliers :

- i. Stratégies d'accès au marché et de constitution d'actifs : promouvoir l'accès aux transferts de fonds dans les zones rurales et les relier à des services et produits financiers ruraux inclusifs ; et
- ii. Investissement de la diaspora : développer des opportunités d'investissement rural innovantes et productives pour les migrants à l'étranger.

Le FFR a lancé de nombreuses initiatives, notamment l'initiative africaine pour les services financiers postaux, l'initiative pour l'investissement de la diaspora dans l'agriculture, le financement des jeunes ruraux de la diaspora malienne et l'engagement des communautés de la diaspora en Italie pour soutenir l'emploi des jeunes au Sénégal et au Maroc.

Le FIDA profite de la Journée internationale des envois de fonds à la famille (JIEF), célébrée chaque année le 16 juin, pour sensibiliser le monde à la contribution des travailleurs migrants au bien-être de leur famille et de leur communauté d'origine par l'intermédiaire des transferts de fonds, et à leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Source : FIDA (2017).

Le suivi continu des flux de transferts de fonds, notamment leurs volumes, les filières utilisées, les filières de transfert, les modèles de migration et, surtout, les coûts, devrait continuer à être une

priorité pour la communauté internationale. En outre, il convient de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités de recherche et d'analyse des différents facteurs influençant les transferts de fonds et leurs corrélations, y compris les choix politiques des pays et leurs implications. Ce n'est qu'en comprenant la dynamique, les moteurs et les corrélations autour des transferts de fonds et du financement provenant de la diaspora que des décisions politiques appropriées peuvent être prises. La limitation des données est un défi majeur auquel les pays africains sont confrontés en général et particulièrement en ce qui concerne les transferts de fonds. L'impact des transferts de fonds sur le développement est principalement évalué par l'intermédiaire de recensements et d'enquêtes auprès des ménages. Ce sont des outils coûteux nécessitant des ressources humaines et financières importantes, qui font défaut dans de nombreux pays. Ainsi, un soutien ciblé aux pays de la part de la communauté internationale, pour collecter des données sur les transferts de fonds et leur impact, devrait être priorisé, pour un processus d'élaboration de politiques informé et efficace. L'analyse des lacunes des diverses initiatives et programmes qui visent à réduire le coût de l'envoi d'argent devrait également être une priorité, afin de tirer des leçons et d'apprendre des expériences passées.

Tout en s'efforçant de réduire le coût des envois de fonds, la communauté internationale doit accorder une attention particulière au maintien d'un juste équilibre, en appliquant des réglementations régissant le transfert d'argent qui soient en totale conformité avec la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme (Dilip, 2007). S'assurer que la concurrence et les réglementations du marché sont favorables aux transferts de fonds est une condition essentielle. Cela pourrait se faire en supprimant les accords d'exclusivité dans le secteur des transferts d'argent et en développant l'infrastructure des systèmes de paiement. Les institutions financières devraient être encouragées à diversifier leur offre,

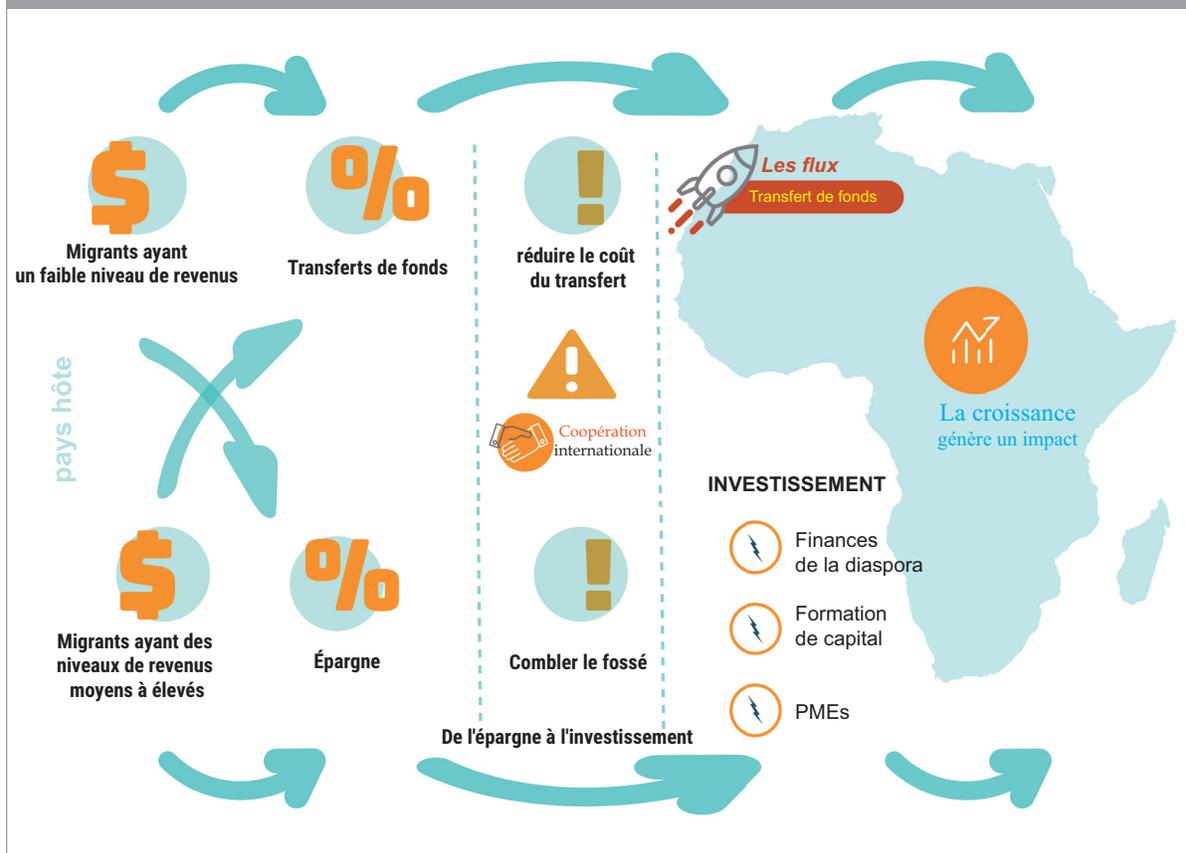
dans le but d'inciter la diaspora à diriger son épargne vers des investissements, et à développer un écosystème autour des services liés aux transferts de fonds dans les pays de destination et d'origine.

En ce qui concerne le renforcement de l'impact des transferts de fonds sur le développement, peu de choses sont faites pour soutenir les pays africains dans cette entreprise. Conscients de ce défi, les chefs d'État et de gouvernement africains ont créé l'Institut des transferts de fonds de l'Union africaine, qui vise à renforcer la capacité des pays africains et des autres intervenants à utiliser les transferts de fonds comme outils de développement. Malheureusement, le travail de l'institut est entravé par un manque de financement approprié et donc de capacité à remplir son mandat. À cet égard, la communauté internationale

pourrait fournir une aide supplémentaire à l'institut pour promouvoir et favoriser le rôle transformateur des transferts de fonds en Afrique.

Afin d'exploiter tout le potentiel du financement de la diaspora, les pays africains doivent être aidés à surmonter leur capacité institutionnelle limitée en ce qui concerne le respect des exigences techniques, juridiques, institutionnelles et réglementaires complexes, et les coûts de la création d'obligations de la diaspora (Rustomjee, 2018). Offrir une assistance technique et un renforcement des capacités aux pays, pour leur permettre de tirer les leçons des expériences précédentes et de réussir à mobiliser de telles sources, est également fondamental.

FIGURE 10: TRANSFERTS DE FONDS ET FINANCEMENT PROVENANT DE LA DIASPORA EN AFRIQUE : LE RÔLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE



7 Conclusion et recommandations politiques



Connaissances financières et éducation
Par VectorMine

Les transferts de fonds et le financement de la diaspora ont un énorme potentiel de développement, notamment sur la réduction des inégalités, s'ils sont correctement mobilisés et exploités. Les pays africains doivent s'engager davantage auprès de la communauté internationale afin de respecter l'engagement pris dans le cadre des ODD de réduire le coût de l'envoi d'argent, qui s'est avéré essentiel pour influencer le flux et le volume des transferts de fonds. En exploitant les partenariats entre tous les intervenants concernés et en adoptant des choix politiques appropriés, l'impact sur le développement des transferts de fonds et du financement provenant de la diaspora pourrait être renforcé et exploité, afin de réaliser la mise en œuvre des ODD et les aspirations des Africains à un avenir meilleur.

Dans ce contexte, les recommandations politiques suivantes sont proposées :

- **Renforcer la concurrence dans le secteur des transferts de fonds :** Faciliter l'entrée de nouveaux intervenants en réduisant, entre autres, les obligations en matière de cautionnement et de capital, et en harmonisant les réglementations régissant le transfert d'argent, pourrait renforcer la concurrence entre les intervenants et réduire les coûts. À cet égard, la coopération internationale est essentielle pour donner la priorité à l'adoption de politiques qui évitent la surréglementation des entreprises de transfert d'argent, tout en garantissant qu'elles opèrent en totale conformité avec les exigences de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Même en l'absence d'une masse critique de migrants sur certains corridors de transfert, tels que le corridor du dernier kilomètre, il est nécessaire de décourager ou d'interdire tout accord exclusif entre les agents de

transfert d'argent. Le but est de promouvoir la concurrence sur le marché et d'aboutir à une réduction du coût des transferts de fonds.

- **Promouvoir l'inclusion financière** : Élargir l'accès aux services financiers pour les populations mal desservies et encourager l'utilisation de la banque mobile pour les transferts d'argent, qui représente le moyen le moins coûteux d'envoyer des fonds, pourrait par conséquent stimuler l'impact des transferts de fonds sur le développement.
- **Développer le secteur financier africain** : Les banques nationales africaines devraient être encouragées à opérer dans les pays d'accueil des migrants, afin de faciliter les services financiers et de mobiliser l'épargne de la diaspora pour les priorités de développement de l'Afrique. À cet égard, l'assouplissement de certaines des exigences en matière de capital pour l'établissement de ces banques est une nécessité. Les institutions financières doivent également être encouragées à développer un écosystème autour des services liés aux transferts de fonds, tant dans les pays de destination que d'origine.
- **Soutenir l'institut africain pour les transferts de fonds** : Les initiatives menées par les Africains sont cruciales pour assurer l'appropriation par les pays africains et garantir leur engagement dans la mise en œuvre réussie des initiatives liées aux transferts de fonds. La communauté internationale doit soutenir davantage le travail de l'institut africain pour les transferts de fonds, afin de combler le manque de recherche sur les effets potentiels des transferts de fonds sur le développement des pays africains, notamment en ce qui concerne le financement provenant de la diaspora. Un soutien technique et financier approprié est essentiel pour aider l'institut à remplir son mandat.
- **Encourager les partenariats** : Sur la base de ce qui a déjà été réalisé, il est nécessaire de favoriser la mise en place de partenariats structurés entre les pays africains et leur diaspora, afin de leur permettre de contribuer au développement de leur pays. L'amélioration de la gouvernance institutionnelle et de la

transparence, ainsi que l'instauration de la confiance, sont essentielles au succès de tels partenariats. La communauté internationale doit aider la diaspora africaine à mieux se structurer, si elle veut espérer un engagement significatif auprès des décideurs politiques. Les partenariats autour des transferts de fonds devraient inclure des intervenants du secteur privé, des chercheurs et des leaders de la société civile, tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.

- **Établir un programme de recherche pour des transferts de fonds ayant un impact** : Il est nécessaire de mieux comprendre la dynamique des transferts de fonds et leurs effets sur le développement en Afrique, notamment les risques d'une dépendance excessive à l'égard de ces sources. À cet égard, la communauté internationale devrait mobiliser tous les intervenants concernés, y compris les institutions financières multilatérales (la Banque mondiale, le FMI, la Banque africaine de développement, etc.), le système des Nations Unies, les institutions africaines, le monde universitaire et les groupes de réflexion, afin de proposer une réponse globale pour combler le manque de recherche.
- **Créer une alliance autour des transferts de fonds** : La communauté internationale doit envisager la création d'une alliance pour exploiter l'effet de développement des transferts de fonds en Afrique, en rassemblant toutes les ressources et les capacités autour d'un programme global convenu, en améliorant les lacunes des diverses interventions, initiatives et programmes dispersés. La création d'une telle alliance donnera plus de visibilité à la question des transferts de fonds au niveau mondial et pourrait conduire à l'adoption d'une feuille de route sur l'exploitation du potentiel de développement des transferts de fonds en Afrique.

Références

Junaid Ahmed, Mazhar Mughal et Inmaculada Martínez-Zarzoso (2020). Sending money home: Transaction cost and remittances to developing countries. Discussion Papers, No. 387, Université de Göttingen, Center for European, Governance and Economic Development Research (cege), Göttingen

Alex O. Acheampong, Isaac Appiah-Otoo, Janet Dzator et Kwabena Koforobour Agyemang (2021). Remittances, financial development and poverty reduction in Sub-Saharan Africa: Implications for post-COVID-19 macroeconomic policies. *Journal of Policy Modeling*, Elsevier, vol. 43 (6)

Union africaine/OCDE (2021). Africa's Development Dynamics 2021: Digital Transformation for Quality Jobs. <https://doi.org/10.1787/0a5c9314-en>.

Beck, Thorsten, et Soledad Martínez Pería, Maria (2009). What Explains the Cost of Remittances? Document de recherche sur les politiques de la Banque mondiale.

Cyrus Rustomjee (2018). Issues and Challenges in Mobilizing African Diaspora Investment. Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. Mémoire de politique générale n° 130 - avril 2018

Daivi Rodima-Taylor (2015). African Diaspora and Remittances. Université de Boston, Centre pour la finance, le droit et la politique. Rapport de politique CFLP 001.11/2015 <https://www.bu.edu/africa/files/2016/11/Boston-University-Report-African-Diaspora-and-Remittances.pdf>

Dilip Ratha (2006). Leveraging Remittances for Development. Dans *Proceedings of the 2006 Conference on Migration, Trade, and Development*

----- (2007). Policy brief: Leveraging Remittances for Development. *Institut des politiques migratoires*

----- (2020). Remittances: Funds for the Folks Back Home.

----- (2021). Global Remittance Flows in 2021: A Year of Recovery and Surprises. Blogue de la Banque mondiale <https://blogs.worldbank.org/peoplemove/global-remittance-flows-2021-year-recovery-and-surprises>

Eric Akobeng (2015). Out of inequality and poverty: Evidence for the effectiveness of remittances in Sub-Saharan Africa, *The Quarterly Review of Economics and Finance*. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1062976915001076>

G20 (2021) Feuille de route pour l'amélioration des paiements transfrontaliers. Premier rapport d'étape consolidé

GSMA. (2021) Rapport sur l'état de l'industrie de l'argent mobile. <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/state-of-the-industry-report-on-mobile-money-2021>

FIDA & Banque mondiale (2015). The use of remittances and financial inclusion. Rapport du Fonds international de développement agricole et du Groupe de la Banque mondiale au Partenariat Mondial pour l'inclusion financière du G20. Septembre 2015

FIDA. (2017). Remittances, investment and the sustainable development goals. International day of family remittances.

FIDA (2017). Facilité de financement pour les transferts de fonds : un programme de migration et de développement disponible à l'adresse : https://www.ifad.org/documents/38714170/39269250/ffr_brochure.pdf/0a570874-ee95-4e93-9c0c-c02968747215?t=1502965885000

Karine Manyonga Kamuleta (2014). The impacts of remittances on developing countries. Parlement européen. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/433786/EXPO-DEVE_ET\(2014\)433786_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/433786/EXPO-DEVE_ET(2014)433786_EN.pdf)

Keith Nurse (2018). Migration, diasporas and the sustainable development goals in least developed countries. Organisation des Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales. Document de référence n° 48 <https://wtochairs.org/sites/default/files/Migration%2C%20Diasporas%20and%20the%20Sustainable%20Development%20Goals%20in%20Least%20Developed%20Countries.pdf>

Kunofiwa Tsaourai (2018). The Impact of Remittances on Poverty Alleviation in Selected Emerging Markets. *Comparative Economic Research*. Europe centrale et orientale. p. 51-68

Mercer, C., Page B. et Evans M. (2009). Unsettling connections : Transnational networks, development and African home associations. *Global Networks*, 9 (2) : p. 141-161

Olayinka Akanle, Demilade Kayode et Irenitemi Abolade (2022). Sustainable Development Goals (SDGs) and remittances in Africa, *Cogent Social Sciences*, <https://doi.org/10.1080/23311886.2022.2037811>

Oya Ardic, Isaac Appiah-Otoo, Janet Dzator, Kwabena Koforobour Agyemang (2021). Remittances, financial development and poverty reduction in Sub-Saharan Africa: Implications for post-COVID-19 macroeconomic policies, *Journal of Policy Modeling*, Volume 43, Issue 6, 2021, pages 1365-1387. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2021.09.005>

S. Plaza et D. Ratha (2011). Harnessing Diaspora Resources for Africa. Dans *Diaspora for Development in Africa*, ed. S. Plaza and D. Ratha, 1-54. Washington, D.C : Banque mondiale.

Sami Ben Naceur, Ralph Chami et Mohamed Trabelsi (2020). Do Remittances Enhance Financial Inclusion in LMICs and in Fragile States? Documents de travail du FMI, mai 2020. WP/20/66

Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Smita Wagh (2007). Impact of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa, document de travail du FMI WP/07/38

Stephen Cecchetti, Kim Schoenholtz (2018). The stubbornly high cost of remittances, 27 mars 2018 <https://voxeu.org/article/stubbornly-high-cost-remittances>

Thorsten Beck, Maria Soledad Martinez Peria (2009). What explains the cost of remittances? <https://voxeu.org/article/what-explains-cost-remittances>

Tjai M. Nielsen et Liesl Riddle (2009). Investir dans la paix : The Motivational Dynamics of Diaspora Investment in Post-Conflict Economies, *Journal of Business Ethics*, 2009, Vol. 89,

Banque mondiale (2019). Leveraging Economic Migration for Development: Un briefing pour le Conseil de la Banque mondiale.

----- (2020). La Banque mondiale prévoit la plus forte baisse des envois de fonds de l'histoire récente. Communiqué de presse. 22 avril 2020. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>

----- (2021a) Remittance prices Worldwide Quarterly, Issue 38. Juin 2021 https://remittanceprices.worldbank.org/sites/default/files/rpw_main_report_and_annex_q221.pdf

----- (2021b). Remittances to Reach \$630 billion in 2022 with Record Flows into Ukraine. Communiqué de presse. 11 mai 2022 <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/05/11/remittances-to-reach-630-billion-in-2022-with-record-flows-into-ukraine>